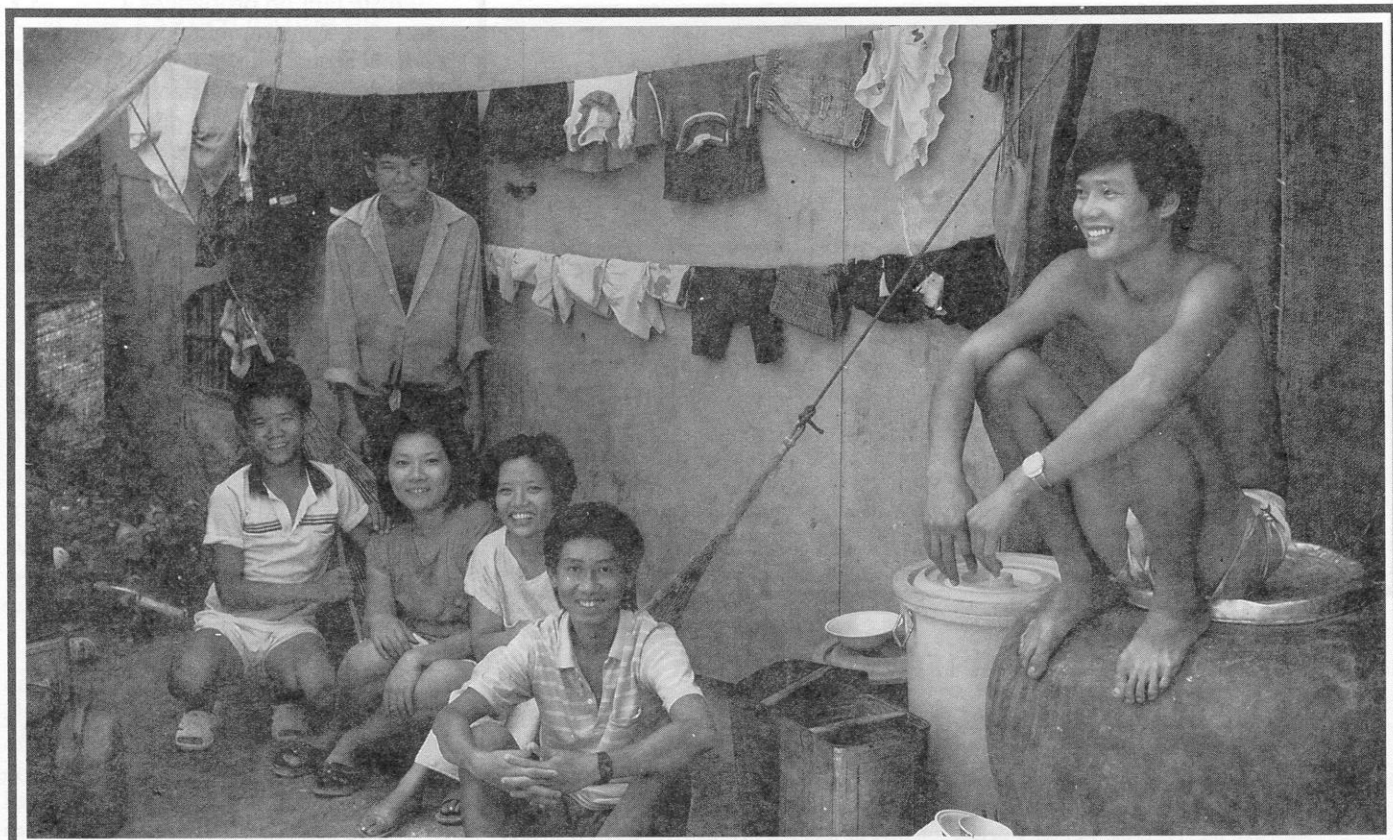




DES RÉFUGIÉS EN ATTENTE



Des réfugiés vietnamiens dans un camp thaïlandais conservent le moral même si certains d'entre eux sont là depuis un an.

La Thaïlande est actuellement confrontée à la tâche ingrate de devoir formuler une nouvelle politique pour un problème qui perdure : celui des réfugiés.

Depuis 1945, des réfugiés en provenance de Birmanie, du Cambodge, de Chine, du Laos et du Vietnam sont massivement entrés en Thaïlande, la plupart échappant aux ravages qui affligent cette région déchirée par la guerre.

Avec plus de 100 000 réfugiés indochinois sur place, la Thaïlande est pour ainsi dire sur la corde raide, devant concilier ses obligations humanitaires et ses impératifs de sécurité nationale.

Ces treize dernières années, le gouvernement a suivi une politique conséquente à l'égard des réfugiés, leur accordant l'asile temporaire en attendant que des pays tiers les accueillent ou qu'ils soient rapatriés.

Mais tant l'accueil que le rapatriement sont des processus complexes qui peuvent prendre des années. Entre-temps, la Thaïlande assume toute seule l'essentiel du fardeau politique, économique et social des réfugiés.

Elle offre l'asile à plus de la moitié des 190 000 migrants indochinois dans la région. Nombre d'entre eux fuient la guerre et la persécution et ont peu ou pas du tout de chances d'être acceptés dans un pays tiers. Ces réfugiés, dont plus de 14 000 Vietnamiens, sont classés par le gouvernement comme « demandeurs d'asile » du fait qu'une menace pèse sur eux dans leur propre pays. Il n'en demeure pas moins que le retour chez eux demeure l'une des solutions à leur problème.

Ceux qui ont des chances d'être acceptés dans un pays tiers sont classés comme "réfugiés". Plus de 75 000 des migrants ainsi classés sont des Laotiens ou des Cambodgiens.

Le gouvernement thaïlandais et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCNUR) estiment que la solution idéale réside dans le rapatriement volontaire. En effet, depuis 1980, quelque 7 364 Laotiens sont volontairement retournés dans leur pays sous les auspices du HCNUR.

À la conférence internationale sur les réfugiés indochinois qui a eu lieu à Genève en 1989, il a été convenu qu'un contingent supplémentaire de demandeurs d'asile (496 Laotiens et 338 Vietnamiens) quitterait volontairement la Thaïlande pour rentrer chez eux. En rassemblant la plupart des pays indochinois, cette conférence a également essayé de s'attaquer à la racine du mal : la persécution et le piètre respect des droits de la personne dans les pays d'origine. Comparés au nombre de réfugiés qu'abritent les camps thaïlandais, ceux qui rentrent dans leur pays ne sont encore guère nombreux.

Un organisme privé, le *Public Affairs Institute* de Bangkok a entrepris, avec le soutien financier du CRDI, des recherches afin d'aider le gouvernement thaïlandais à formuler une politique cohérente à l'égard des réfugiés. Les travaux de l'institut sont menés en étroite collaboration avec le ministère de l'Intérieur responsable des réfugiés et avec le commandement suprême des Forces armées thaïlandaises qui gèrent les camps.

« La priorité future pour tous ceux qui s'occupent des réfugiés indochinois consistera à les préparer au retour, déclare le professeur Somsakdi Xuto, directeur de l'Institut. Il faudra que nos politiques commencent à refléter cette priorité. »

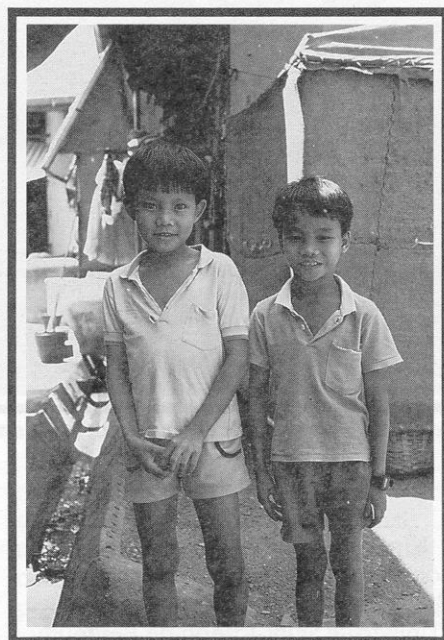
Il est devenu presque impossible de réussir à convaincre les réfugiés de rentrer chez eux, surtout du fait que les conditions qui règnent dans les centres de regroupement sont nettement plus favorables que dans les pays d'où ils viennent.

Les 100 360 réfugiés et demandeurs d'asile sont logés dans un certain nombre de camps, de centres d'examen et de transit qui bénéficient de l'assistance du HCNUR. La taille de ces installations varie. Le plus grand camp, le Ban Vinai situé dans la province de Loei abrite 23 820 montagnards laotiens; le plus petit, le Centre de transit de Bangkok, moins d'une centaine de personnes. Outre ces réfugiés qui résident à l'intérieur même du pays, quelque 320 000 Cambodgiens sont installés à la frontière cambodgienne, au nord et au sud de la ville d'Anayapathet, dans l'Est de la Thaïlande.

Le professeur Somsakdi fait remarquer qu'il n'est pas facile de catégoriser les réactions des réfugiés à un éventuel retour dans leur pays d'origine. Alors que les plus âgés semblent accepter la possibilité, les jeunes ne veulent pas en entendre parler. Plus les jeunes se familiarisent avec le niveau de vie relativement élevé des pays occidentaux où ils cherchent à s'établir, moins ils sont disposés à rentrer chez eux. C'est là le noeud du problème pour les responsables des réfugiés, le HCNUR et tous ceux qui participent aux recherches sur la question. Le gros de

la population actuelle des réfugiés est susceptible de rester encore longtemps en Thaïlande du fait que près de 80 % de ceux qui vivent dans les centres ont de 20 à 30 ans.

Les jeunes Laotiens des basses-terres sont souvent envoyés en Thaïlande par leurs aînés afin de chercher à s'établir dans des pays tiers, constituant ainsi des noyaux de ce que l'on appelle aujourd'hui des « réfugiés économiques ». Ce flot constant de nouveaux venus exacerbe la situation.



Les enfants constituent une vaste proportion des habitants des camps de réfugiés.

C'est pourquoi le *Public Affairs Institute* a aidé le ministère de l'Intérieur à énoncer des procédures d'examen des dossiers de réfugiés. Les chercheurs de l'Institut offrent aux fonctionnaires thaïlandais des outils de formation portant sur les techniques d'examen dans les camps. Le gouvernement désire s'assurer que les réfugiés authentiques obtiendront l'asile alors que ceux qui recherchent principalement une amélioration de leur sort économique seront identifiés.

Le cas le plus typique (et sans doute le plus urgent) des réfugiés en Thaïlande est celui des Hmongs qui viennent principalement du Laos. En tant que groupe, les responsables thaïlandais estiment qu'ils n'ont

pratiquement aucune chance d'être accueillis dans des pays tiers, essentiellement du fait de leur faible niveau d'instruction. La plupart des Hmongs résistent à l'idée de retourner chez eux et invoquent la persécution dont ils feraient l'objet.

À l'origine, lorsque les Hmongs ont commencé à arriver en Thaïlande, ils étaient fermement décidés à libérer leur pays du joug communiste et à rentrer chez eux. Mais, graduellement, ils se sont habitués au confort relatif de la vie dans les camps. Et la volonté de se battre (et de retourner au pays) a pratiquement disparu.

La Thaïlande devra sans doute continuer encore longtemps à faire face au problème des réfugiés. En vertu de la politique officielle, il est exclu d'accorder la citoyenneté thaïlandaise ou la résidence permanente aux réfugiés. Malgré tout, la Thaïlande a récemment accordé la citoyenneté à un groupe de Vietnamiens qui avaient fui leur pays après la défaite des Français à Dien Bien Phu. Cette décision est toutefois considérée comme l'exception plutôt que la règle dans le contexte actuel des « réfugiés » et des « demandeurs d'asile ».

Le professeur Somsakdi conserve son optimisme en regard de certains développements récents. Il croit que la situation des réfugiés s'est améliorée au cours des dernières années. « Dans cette partie du monde, dit-il, l'on observe à présent de grands changements. Et avec la nette amélioration des perspectives de paix en Indochine, l'on peut s'attendre à ce que le flot des réfugiés diminue considérablement. »

Le professeur Somsakdi pense que la pression sur la Thaïlande pourrait s'amenuiser dans un proche avenir, depuis que le pays a cessé d'être le « pôle d'attraction vers lequel s'étaient tout d'abord rués des centaines de milliers de réfugiés indochinois ».

Wirasak Salayakanond en Thaïlande



Nisa Xuto
Public Affairs Institute
Public Affairs Foundation
P.O. Box 11-1136
Bangkok 10110
Thaïlande